

DIRECTION
DE LA
COMPTABILITE PUBLIQUE

BUREAU C 4

Numéro dans les séries spéciales :
1666 TM

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :	
n°	du
n°	du
n°	du
n°	du
Cette instruction a été abrogée par l'instruction	
n°	du

PAIEMENT DES PRESTATIONS FAMILIALES
AUX TITULAIRES DE PENSIONS
INSCRITES AU GRAND LIVRE DE LA DETTE PUBLIQUE

INCIDENCE DES DISPOSITIONS
DE L'ORDONNANCE N° 67-706 DU 21 AOUT 1967

- 1 L'article 26 de l'ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967, relative à l'organisation administrative et financière de la Sécurité sociale, dispose notamment que le service des prestations familiales dues à la population non active incombe aux Caisses d'Allocations familiales. Il résulte, d'autre part, des articles 30 à 34 inclus de la même ordonnance que ces prestations sont à la charge de la Caisse nationale des Allocations familiales. Ces dispositions sont applicables pour le paiement des prestations familiales dues aux titulaires de pensions civiles et militaires de retraites ou de pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre. En raison du caractère spécifique de certains avantages familiaux attribués aux intéressés, la gestion de ces prestations ne peut cependant être dissociée de celle des pensions au titre desquelles elles sont servies.
- 2 La présente instruction, dont les dispositions ne sont pas applicables en dehors du territoire de la France métropolitaine, a pour objet de faire connaître aux comptables les dispositions qu'ils doivent appliquer pour le paiement et la centralisation des dépenses afférentes aux prestations familiales servies au titre des pensions inscrites au Grand Livre de la Dette Publique ou des avances attribuées avant leur concession.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

DIFFUSION
P
3

PGS	TPG
-----	-----

1° Liquidation et concession des prestations familiales rattachées aux pensions.

- 3** Une circulaire qui doit incessamment être adressée aux Ministres et Secrétaires d'Etat sous le timbre de la Direction du Budget fera connaître aux Administrations que les modalités de liquidation et de concession des prestations familiales rattachées aux pensions des retraités et des victimes de guerre ou de leurs ayants cause, de même que leur rôle dans ces opérations, demeurent inchangés.

Les bénéficiaires de ces pensions continueront donc à être mis en possession de titres de pension permettant l'attribution des avantages familiaux auxquels ils peuvent prétendre.

2° Paiement des prestations familiales rattachées aux pensions.

- 4** Le montant des prestations familiales dues au titre des pensions civiles et militaires de retraite et des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre continue à être déterminé par les comptables supérieurs assignataires, conformément aux instructions en vigueur et à celles qu'ils recevront à l'avenir de la Direction.

- 5** Des dispositions particulières doivent être prises pour les pensions temporaires d'orphelins concédées accessoirement aux pensions de veuves ou d'orphelins de fonctionnaires ou de militaires de carrière. En effet, aux termes de l'avant-dernier alinéa de l'article L. 40 du Code des pensions civiles et militaires de retraite, les pensions de 10 % attribuées aux enfants ne peuvent pas, pour chacun d'eux, être inférieures au montant des avantages familiaux dont aurait bénéficié le père s'il avait été retraité.

Il résulte de cette disposition que lorsque la pension temporaire d'orphelin est inférieure au montant des prestations familiales, elle est portée à ce montant, mais que si son montant résultant du produit de la liquidation est supérieur au montant des prestations familiales dues aux orphelins, cette pension est payée pour son montant propre.

Toutefois, conformément à l'article L. 555 du Code de la Sécurité sociale, les prestations familiales doivent être servies en priorité par rapport aux avantages familiaux constituant des majorations de pension, ce qui est le cas des pensions temporaires d'orphelins. La charge de la fraction des pensions temporaires d'orphelins égale au montant des prestations familiales dues du chef de ces orphelins revient donc à la Caisse nationale des Allocations familiales. Pour permettre une ventilation des sommes dont le remboursement doit être demandé à la Caisse nationale des Allocations familiales, il y a donc lieu, dans tous les cas, de faire apparaître séparément sur les acquits les sommes correspondant :

- aux prestations familiales dues du chef des orphelins en droit d'y prétendre ;
- aux pensions temporaires d'orphelins différentielles versées en sus des prestations familiales, du chef de ces mêmes orphelins, et le cas échéant, aux pensions temporaires d'orphelins versées au taux plein du chef d'orphelins n'ouvrant pas droit au bénéfice de ces prestations.

- 6** Les mêmes dispositions doivent être appliquées dans le cas de paiement à titre différentiel des majorations des articles L. 20, dernier alinéa, L. 54, cinquième alinéa, et L. 55, dernier alinéa, du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre. En effet, ainsi qu'il a été indiqué à la section I de la circulaire n° 1597 du 18 octobre 1955 (1), toutes les fois que les titulaires de pensions de ce Code, en droit de percevoir des prestations familiales, ne reçoivent

(1) *Bulletin des Services du Trésor*, n° 101 G, de 1955.

à ce titre, pour leurs enfants âgés de moins de dix-huit ans et réunissant les conditions pour pouvoir prétendre à pension d'orphelin, que des sommes inférieures au montant de ces majorations, une majoration différentielle est servie. Dans ces cas, il y a donc lieu aussi de faire apparaître séparément sur les acquits les sommes correspondant :

- aux prestations familiales dues du chef des enfants en droit d'y prétendre ;
- aux majorations différentielles versées du chef de ces mêmes enfants en sus des prestations familiales et, le cas échéant, aux majorations versées au taux plein du chef d'enfants n'ouvrant pas droit au bénéfice de ces prestations.

7 Exemple. — Soit une pension de réversion du Code des pensions civiles et militaires de retraite liquidée sur la base d'un traitement correspondant à l'indice brut 635 (indice nouveau 483) pour un pourcentage de 75 %. A cette pension s'ajoutent des pensions temporaires d'orphelins pour quatre enfants mineurs âgés respectivement de 6, 8, 12 et 18 ans, dont le plus âgé n'ouvre plus droit aux prestations familiales. La pensionnée réside à Paris.

Au 1^{er} septembre 1967, le montant de la pension dont il s'agit s'élève à 8.781 F par an et le montant de chaque pension temporaire d'orphelin à 1.756,20 F par an.

La titulaire doit se voir allouer mensuellement, par priorité, les prestations familiales pour ses trois enfants à charge au sens de la législation relative à ces prestations, soit 332,07 F (zone d'abattement 0). En sus de ces prestations, l'intéressée perçoit au titre des pensions temporaires d'orphelins une somme totale de 253,33 F comprenant, d'une part, une somme de 106,98 F allouée à titre différentiel et égale à l'excédent du montant des pensions temporaires d'orphelins concédées pour les enfants ouvrant droit aux prestations familiales sur le montant des prestations familiales servies de leur chef et, d'autre part, une somme de 146,35 F représentant le montant mensuel de la pension temporaire d'orphelin due au taux plein pour l'enfant non considéré comme à charge au sens de la législation sur les prestations familiales.

Le comptable fera apparaître séparément sur les acquits :

— prestations familiales.....	332,07 F
— pensions temporaires d'orphelins.....	253,33 F
	<hr/>
	585,40 F

3° Centralisation des dépenses afférentes aux prestations familiales rattachées aux pensions.

8 Pour tenir compte des dispositions visées ci-dessus de l'ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 relative à l'organisation administrative et financière de la Sécurité sociale, le décret n° 67-1137 du 22 décembre 1967, pris en application de la loi de finances pour 1968 n° 67-1114 du 21 décembre 1967, portant ouverture de crédits au budget du Ministère des Anciens combattants et Victimes de guerre, a supprimé tout crédit au titre du chapitre 46-23 précédemment réservé aux dépenses de prestations familiales rattachées aux pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.

Au contraire, il n'a pas été apporté de modifications au chapitre du budget des « charges communes » affecté aux prestations et versements obligatoires et qui supportait notamment les dépenses afférentes aux prestations familiales des retraités et de leurs ayants cause.

Les dispositions ci-après seront appliquées pour la centralisation des sommes payées au titre des prestations familiales rattachées aux pensions.

Ces dispositions sont applicables pour toutes les prestations énumérées à l'article L. 510 du Code de la Sécurité sociale auxquelles les titulaires de pensions peuvent prétendre s'ils remplissent les conditions exigées pour en bénéficier, c'est-à-dire :

- les allocations prénatales ;
- les allocations de maternité ;
- les allocations familiales ;
- l'allocation de salaire unique ;
- l'allocation de logement ;
- l'allocation d'éducation spécialisée des mineurs infirmes.

a) CENTRALISATION DES DÉPENSES DE PRESTATIONS FAMILIALES
DUES POUR UNE PERIODE ANTÉRIEURE AU 1^{er} JANVIER 1968

9 Les dépenses centralisées à partir du 1^{er} janvier 1968 afférentes aux prestations familiales dues pour le mois de décembre 1967 ou pour toute période antérieure au 1^{er} janvier 1968 doivent être imputées :

- au chapitre n° 33-93, article 1^{er}, pour les prestations rattachées aux pensions de retraite ;
- au chapitre n° 46-22, article 4, pour les prestations rattachées aux pensions de victimes de guerre.

Les comptables doivent, le cas échéant, réimputer :

- d'une part, au chapitre n° 33-93, article 1^{er}, les dépenses effectuées depuis le 1^{er} janvier 1968 de prestations familiales rattachées à des pensions de retraite afférentes à des périodes antérieures au 1^{er} janvier 1968 et portées au chapitre ancien, n° 33-92, article 1^{er} ;
- d'autre part, au chapitre n° 46-22, article 4, les dépenses effectuées depuis le 1^{er} janvier 1968 de prestations familiales rattachées à des pensions de guerre afférentes à des périodes antérieures au 1^{er} janvier 1968 et portées au chapitre n° 46-23 supprimé.

b) CENTRALISATION DES DÉPENSES DE PRESTATIONS FAMILIALES
DUES A PARTIR DU 1^{er} JANVIER 1968

10 Les dépenses de prestations familiales effectuées au titre de l'année 1968 à compter de l'échéance mensuelle du 1^{er} février 1968 doivent être imputées au compte nouveau n° 29-004 « Paiements à transférer à l'Agent comptable central du Trésor p/c Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Allocations familiales) » dans les conditions prévues par l'instruction P 6. Les comptables produisent à l'appui de la lettre de transfert mensuel adressée à l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (A.C.O.S.S.), un certificat précisant pour chaque échéance de pension les caractéristiques de l'échéance et le montant total des allocations familiales mises en paiement.

Dans le cas de dépenses effectuées depuis le 1^{er} janvier 1968 et se rapportant à des périodes à la fois antérieures au 1^{er} janvier 1968 et postérieures au 31 décembre 1967, il y aura lieu de décompter les sommes dues au titre de la période antérieure au 1^{er} janvier 1968 et de celle postérieure au 31 décembre 1967 afin de donner à chacune l'imputation requise.

Les sommes constatées en dépenses lors de l'émission des titres de paiement (ordre de virement, mandat postal, etc.) et demeurées impayées au terme des délais de centralisation des paiements effectifs sont remboursées à la Caisse nationale des

Allocations familiales par l'intermédiaire du compte nouveau n° 28-024 « Recettes à transférer à l'Agent comptable central du Trésor p/c Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Restitutions sur allocations familiales) ». La lettre de transfert adressée à l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale doit être appuyée d'un certificat indiquant pour chacune des échéances de pensions les caractéristiques de l'échéance et le montant total des restitutions sur allocations familiales.

INSTRUCTION
N° 68-13 - B 3
du
2 février 1968.

**c) CAS PARTICULIERS DES PENSIONS TEMPORAIRES D'ORPHELINS
ET DES MAJORATIONS D'ENFANTS SERVIES A TITRE DIFFÉRENTIEL**

11 Lorsque les prestations familiales servies au titre de pensions de veuves de fonctionnaires ou de militaires de carrière ou de pensions militaires d'invalidité et de victimes de guerre sont inférieures au montant des pensions temporaires d'orphelins ou des majorations d'enfants servies du chef des enfants ouvrant droit à prestations familiales, les sommes versées au titre des prestations familiales servies en priorité sont imputées dans les conditions prescrites à la subdivision 2° ci-dessus ; les sommes payées à titre différentiel correspondant aux pensions temporaires d'orphelins ou aux majorations d'enfants reçoivent une imputation en dépense :

- en ce qui concerne les pensions temporaires d'orphelins au chapitre 33-93, article 1, à la subdivision d'article correspondant à la nature de la pension ;
- en ce qui concerne les allocations pour enfants rattachées aux pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, au chapitre 46-22, article 4, ou s'il s'agit d'allocations pour enfants rattachées aux indemnités attribuées aux victimes civiles des événements survenus en Algérie, au chapitre 46-26, article 4.

Le Directeur de la Comptabilité Publique,
JEAN FARGE.